



Les députées de l'Assemblée nationale du Québec

Engagées

dans l'égalité
entre les femmes
et les hommes

Les députées de l'Assemblée nationale du Québec

Engagées
dans l'égalité
entre les femmes
et les hommes

Cette publication est une réalisation
de l'Assemblée nationale du Québec.

Dépôt légal – 2008
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISBN 978-2-550-52780-0

Table des matières

Mot du président de l'Assemblée nationale du Québec	4
Mot de la première vice-présidente de l'Assemblée nationale du Québec	5
De 1961 à 2008	7
Historique du droit de vote et d'éligibilité.....	8
Réalisations législatives des femmes parlementaires.....	10
Les parlementaires québécoises et leur rayonnement international	12
Les premières.....	13
Notices biographiques des femmes parlementaires	14
Annexe I : Évolution de la représentation des femmes à l'Assemblée nationale du Québec.....	41



MOT DU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Célébrons l'engagement politique au féminin

Les femmes n'ont pas tardé à faire leur marque dans l'histoire du Québec, dont la capitale célèbre cette année les 400 ans de sa fondation. De plus, leur contribution est fort importante dans l'histoire de nos institutions parlementaires. Malgré une présence somme toute récente au sein des instances politiques québécoises, les femmes sont parvenues en peu de temps à transformer le visage de notre société.

Que de chemin parcouru depuis 1940, année où les Québécoises ont enfin obtenu le droit de vote, après un long combat ! Cette conquête et la possibilité pour elles d'être élues députées sont des événements charnières de notre histoire. La lutte des femmes ne s'arrête pas là pour autant. En 1961, M^{me} Marie-Claire Kirkland est la première femme élue au Parlement du Québec. Celle-ci devient ministre un an plus tard, ce qui, à l'époque, constitue un véritable tour de force. En 1973, une deuxième femme, M^{me} Lise Bacon, fait son entrée au Salon bleu.

À partir de 1976, plusieurs femmes sont élues à l'Assemblée nationale lors d'élections générales. Aujourd'hui, les femmes forment la moitié du Conseil des ministres, ce qui représente une avancée majeure. Mais la proportion des femmes à l'Assemblée nationale ne s'élève encore qu'à 25,6 % ce qui montre bien que, comme société, il nous faudra encore cheminer pour atteindre l'égalité politique.

Pour leur détermination et leur courage, les femmes qui ont brigué les suffrages et se sont taillé une place au sein de notre institution parlementaire méritent notre plus grande admiration. En cette année de commémoration du 400^e anniversaire de Québec, l'Assemblée nationale désire rendre hommage aux 94 femmes qui ont été élues députées et célébrer leurs réalisations. Souhaitons que leur parcours inspire les générations futures de femmes pour qu'à leur tour, elles s'engagent politiquement et contribuent à écrire l'histoire des prochaines années !

A handwritten signature in black ink that reads "Michel Bissonnet". The signature is fluid and cursive.

Michel Bissonnet



MOT DE LA PREMIÈRE VICE-PRÉSIDENTE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Le 400^e anniversaire de Québec Un demi-siècle de présence des femmes en politique

En cette année du 400^e anniversaire de Québec, je suis très fière de procéder au dévoilement de ce document intitulé *Les députées de l'Assemblée nationale du Québec: engagées dans l'égalité entre les femmes et les hommes*, qui retrace le chemin impressionnant parcouru par les femmes en politique au Québec. On y trouvera le profil des députées qui ont siégé au Parlement depuis près d'un demi-siècle, l'historique du droit de vote et d'éligibilité des femmes ainsi qu'une énumération des lois, adoptées à l'unanimité par l'Assemblée nationale, à la suite de projets de loi présentés par des femmes, et qui ont constitué des avancées significatives pour les droits des femmes.

Un demi-siècle c'est peu, surtout quand on sait que le Parlement a célébré son bicentenaire en 1992, et qu'il a fallu plus de 130 ans avant que Marie-Claire Kirkland soit élue en 1961, devenant ainsi la première députée et, un an plus tard, la première femme ministre dans le gouvernement de Jean Lesage. On lui doit notamment l'adoption, en 1964, du projet de loi 16 qui a mis fin à l'incapacité juridique des femmes mariées. Depuis, l'accès des femmes au pouvoir n'a cessé de faire évoluer nos lois et nos institutions. Je suis très fière de faire partie de ces femmes de courage et de conviction, qui ont contribué, depuis la Révolution tranquille, à bâtir au Québec une société plus juste et plus équitable.

Cette publication s'inscrit dans une programmation établie à l'occasion du 400^e anniversaire de Québec par l'Assemblée nationale du Québec, qui consacre la journée du 7 mai 2008 à rendre hommage à nos élues. Cette journée comprend en premier lieu une table ronde sur le thème « **Un demi-siècle de présence des femmes en politique** » qui réunit, à la salle du Conseil législatif, trois anciennes députées et trois parlementaires en fonction, puis un entretien capté sur vidéo avec la pionnière, Marie-Claire Kirkland, qui, malgré le poids de ses 83 ans, a accepté de témoigner de son expérience et enfin une réception au restaurant *Le Parlementaire*.

À titre de présidente d'honneur de cette Journée hommage aux femmes politiques, je tiens à remercier de leur précieuse collaboration et de leur appui le président de l'Assemblée nationale, M. Michel Bissonnet, le secrétaire général, M. François Côté, ainsi que tous les membres du personnel qui auront contribué à faire de cet événement un franc succès.


Fatima Houda-Pepin

De 1961 à 2008

Lorsqu'une première femme s'est fait élire députée en 1961, elle était habilitée à siéger au Parlement, mais ne pouvait pas signer de bail afin de séjourner à Québec pendant la session parlementaire. C'est dans ce contexte que Marie-Claire Kirkland a entrepris de piloter la Loi sur la capacité juridique de la femme mariée, adoptée à l'unanimité en 1964.

Depuis, les femmes ont été de plus en plus nombreuses au sein de la députation et des gouvernements et ont contribué à ce que l'Assemblée nationale reflète plus justement la société québécoise. De 1961 à aujourd'hui, 94 femmes se sont succédé à l'Assemblée nationale, investissant ce lieu de pouvoir avec courage et détermination. Par leur travail législatif et leur engagement politique, elles ont participé à la recherche de l'égalité politique et juridique entre les femmes et les hommes et au progrès du Québec. Malgré ces succès, il reste encore beaucoup à faire en politique pour que les Québécoises occupent la place et le rôle qui correspondent pleinement à leur importance réelle dans la société québécoise.

Historique du droit de vote et d'éligibilité

En accordant le droit de vote et d'éligibilité aux Québécoises au printemps 1940, le gouvernement d'Adélard Godbout marque l'aboutissement de près de 20 ans de luttes menées par des femmes comme Marie Gérin-Lajoie, Idola Saint-Jean et Thérèse Casgrain. Il met fin également à l'interdiction formelle du suffrage féminin décidée en 1849 par le ministère Baldwin-Lafontaine.

Au début du XX^e siècle, certaines forces se mobilisent au Québec en faveur du droit de vote des femmes. En 1912, la *Montreal Suffrage Association* est créée et milite pour l'obtention de ce droit au palier fédéral. Les Québécoises peuvent voter aux élections fédérales à partir de 1918. Quatre ans plus tard, en 1922, le Québec est la seule province où les femmes ne sont toujours pas autorisées à voter, les Canadiennes de toutes les autres provinces ayant vu disparaître la discrimination envers les femmes aux élections de leurs assemblées législatives respectives.

Cette année-là, des Québécoises francophones et anglophones se rassemblent et créent le Comité provincial pour le suffrage féminin. Présidé par Marie Gérin-Lajoie et Anna Lyman, il compte dans ses rangs Carry Derrick, Grace Julia Parker (Lady Drummond), Grace Ritchie England, Madame John Scott, Idola Saint-Jean et Thérèse Casgrain. Le 9 février 1922, le Comité mène une délégation de 400 femmes à Québec et rencontre le premier ministre Louis-Alexandre Taschereau. Celui-ci leur affirme que si elles obtiennent un jour le droit de vote, ce ne sera pas lui qui le leur aura accordé.

À ce moment, les antisuffragistes jouissent d'un rapport de forces favorable et, même au sein de la population féminine, le droit de vote des femmes ne fait pas l'unanimité. L'opposition de l'Église catholique demeure constante et une pétition de femmes du milieu rural, appuyée par le clergé, recueille 25 000 signatures contre le suffrage féminin.

Pendant quelques années, le mouvement pour le droit de vote des Québécoises connaît une période de démobilisation et de réorganisation. À partir de 1927, le leadership en est assumé par Idola Saint-Jean, qui fonde l'Alliance canadienne pour le droit de vote des femmes du Québec, et par Thérèse Casgrain, au Comité provincial pour le suffrage féminin, transformé en la Ligue des droits de la femme en 1929.

À la même époque, l'affaire « personne » fait des vagues sur la scène fédérale, où les portes du Sénat sont toujours fermées aux femmes. Selon la loi constitutionnelle de 1867, le gouverneur général peut nommer au Sénat des « personnes » ayant les qualifications requises, la question étant de savoir si le terme « personne » exclut les femmes. La juge Emily Murphy et quatre autres femmes de l'Alberta demandent à la Cour suprême du Canada une interprétation à ce sujet et, en 1928, celle-ci rend une décision unanime : les femmes ne constituent pas des personnes au sens de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. Le Comité judiciaire du Conseil privé britannique casse cette décision un an plus tard.

*« Je ne voudrais pas
faire descendre la femme
d'un seul degré
du trône où nous
l'avions élevée. »*

Louis-Alexandre Taschereau, 1922

*« Il est encore temps
pour le gouvernement
de revenir sur sa décision.
Dans la province de
Québec, l'on n'a rien
à gagner en accordant
le droit de suffrage
aux femmes [...].
On ne devrait pas enlever
les femmes de leur foyer. »*

Maurice Duplessis, 1940

Au Québec, de 1927 à 1940, les membres des deux organisations suffragistes se rendent annuellement à l'hôtel du Parlement à Québec pour assister à la présentation d'un projet de loi pour le vote des femmes. Chaque fois, le projet de loi est rejeté.

Parallèlement, une série d'actions d'éclat est planifiée pour rallier la faveur populaire à la cause du suffrage féminin. D'abord, on distribue des dépliants et on organise des assemblées publiques dans tout le Québec. Idola Saint-Jean se présente ensuite à titre de candidate indépendante aux élections fédérales de 1930 dans Montréal-Saint-Denis, où elle obtient 1 732 voix. Par ailleurs, la Ligue des droits de la femme diffuse, en 1932, une émission radiophonique appelée *Fémina* tandis que l'Alliance anime *Actualité féminine*. Toujours dans le même esprit, Idola Saint-Jean profite des 25 ans de règne de George V, en 1935, pour le sensibiliser à la cause suffragiste : une pétition recueillant 10 000 signatures est envoyée au souverain.

Malgré tout, le pouvoir politique refuse de modifier la loi électorale à cet effet. Maurice Duplessis, de l'Union nationale, nouveau premier ministre élu en 1936, s'oppose lui aussi à l'octroi du droit de vote aux Québécoises.

Mais les événements se précipitent à partir de 1938. En juin, le Parti libéral tient son congrès à Québec. Des femmes y participent pour la première fois : elles sont 40 sur un total de plus de 800 délégués. Adélard Godbout, jusqu'alors opposé à cette mesure, est confirmé chef du parti : or, le vote féminin est inscrit au programme électoral.

Lors des élections générales de 1939, la Ligue et l'Alliance appuient le Parti libéral. Après la victoire de Godbout, lettres, télégrammes et pétitions affluent de partout au Québec pour rappeler au premier ministre la promesse de son parti. Finalement, malgré l'opposition persistante du clergé et des antisuffragistes, un projet de loi sur le suffrage féminin est annoncé dans le discours du trône.

Objet d'intenses pressions, Godbout informe le cardinal Villeneuve qu'il compte démissionner si l'obstruction du clergé au vote des femmes ne cesse pas. Il lui laisse également entendre que son successeur serait Téléphore-Damien Bouchard, un anticlérical notoire. Rapidement, les objections violentes contre le projet de loi disparaissent des pages de certains journaux...

Le 18 avril 1940, le projet de loi accordant le droit de vote et d'éligibilité aux femmes du Québec est adopté en troisième lecture par une majorité de 67 voix contre 9. Les Québécoises votent pour la première fois aux élections provinciales du 8 août 1944, mais il faut attendre juillet 1947 pour qu'une première femme, Mae O'Connor, se présente devant l'électorat dans une élection partielle. On compte trois candidates aux élections générales de 1952, sept en 1956, mais aucune en 1960. Marie-Claire Kirkland se présente dans la circonscription de Jacques-Cartier à l'élection partielle du 14 décembre 1961 et devient la première femme élue à l'Assemblée législative du Québec.

Réalisations législatives des femmes parlementaires québécoises

Par leur engagement, les élues québécoises ont amené l'Assemblée nationale à servir de relais, dans l'action législative, pour les préoccupations et les consensus exprimés par la population et par le mouvement des femmes. Voici des projets de loi présentés par des femmes, adoptés à l'unanimité par l'Assemblée nationale, et d'une portée sociale importante en matière de condition féminine :

- **Loi sur la capacité juridique de la femme mariée**, projet de loi n° 16 présenté par Marie-Claire Kirkland et adopté à l'unanimité le 14 février 1964. Ce projet de loi a pour objet de mettre un terme à l'incapacité juridique de la femme mariée.
- **Loi du Conseil du statut de la femme**, projet de loi n° 63 présenté par Marie-Claire Kirkland, puis représenté par François Cloutier et adopté à l'unanimité le 5 juillet 1973. Ce projet de loi institue un organisme chargé de faire connaître les moyens de mettre fin aux inégalités qui existent envers les femmes dans les diverses sphères de la collectivité québécoise.
- **Loi modifiant le Code civil du Québec et d'autres dispositions législatives afin de favoriser l'égalité économique des époux**, projet de loi n° 146 présenté par Monique Gagnon-Tremblay et adopté à l'unanimité le 21 juin 1989. Ce projet de loi a pour objet de favoriser l'égalité économique entre les époux et de marquer le caractère d'association lié au mariage. Il introduit la notion de patrimoine familial pour les personnes mariées.
- **Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires**, projet de loi n° 60 présenté par Jeanne L. Blackburn et adopté à l'unanimité le 11 mai 1995. Ce projet de loi a pour objet d'établir de quelle manière et suivant quelles modalités s'effectuera l'exécution des jugements accordant des aliments sous forme de pension aux créanciers alimentaires.
- **Loi sur l'équité salariale**, projet de loi n° 35 présenté par Louise Harel et adopté à l'unanimité le 21 novembre 1996. Ce projet de loi a pour objet de corriger les écarts salariaux dus à la discrimination systémique fondée sur le sexe à l'égard des personnes qui occupent des emplois dans des catégories d'emplois à prédominance féminine.
- **Loi sur les sages-femmes**, projet de loi n° 28 présenté par Linda Goupil et adopté à l'unanimité le 17 juin 1999. Ce projet de loi prévoit notamment la constitution d'un ordre professionnel dont les membres exerceront une profession d'exercice exclusif, à savoir la profession de sage-femme.

- **Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les conjoints de fait**, projet de loi n° 32 présenté par Linda Goupil et adopté à l'unanimité le 10 juin 1999. Ce projet de loi modifie les lois et règlements qui comportent une définition du concept de conjoint de fait pour que les unions de fait soient reconnues sans égard au sexe des personnes.
- **Loi sur l'assurance parentale**, projet de loi n° 140 présenté par Pauline Marois, puis représenté par Linda Goupil et adopté à l'unanimité le 25 mai 2001. Ce projet de loi institue un régime d'assurance parentale ayant pour objet d'accorder à tout travailleur admissible des prestations de maternité, des prestations de paternité et parentales à l'occasion de la naissance d'un enfant ainsi que des prestations d'adoption d'un enfant mineur.
- **Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale**, projet de loi n° 112 présenté par Linda Goupil et adopté à l'unanimité le 13 décembre 2002. Ce projet de loi vise à guider le gouvernement et l'ensemble de la société québécoise vers la planification et la réalisation d'actions pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale et tendre vers un Québec sans pauvreté.

« Les femmes constituent un élément de force dans notre société, et c'est une autre raison de réclamer pour elles le droit de vote. [...] Comme personne humaine, la femme n'est-elle pas, je ne dirai pas semblable, car elle ne l'est pas, mais au moins l'égale de l'homme ?

Elle possède une intelligence peut-être différente de celle de l'homme, mais si l'on examine l'activité déployée par toutes les grandes femmes de notre histoire, par exemple, on constatera que la femme, au point de vue intellectuel, s'est montrée supérieure à l'homme. Est-ce que la femme n'est pas aussi intelligente que l'homme dans la société québécoise ?

Le niveau intellectuel établit que les femmes de notre province sont en général plus instruites que les hommes, par conséquent mieux préparées à juger nos problèmes sociaux. Je réclame donc le droit de vote pour la femme afin d'élever le niveau de nos discussions politiques, pour assurer plus d'ordre et de dignité dans nos assemblées, pour contribuer à faire en sorte que les générations futures soient mieux préparées que nous à leurs tâches.

[...] C'est pour ouvrir des horizons à tous les citoyens de la province, c'est pour donner aux femmes de nouvelles occasions de servir leur province que je réclame pour elles le droit de vote et d'éligibilité.

Je veux donner le droit de vote à celles qui travaillent de tout leur cœur à la solution de nos problèmes. »

Adélarde Godbout à l'Assemblée législative, 4 avril 1940

Les parlementaires québécoises et leur rayonnement international

Les élues québécoises participent au processus législatif, contribuent au contrôle de l'action gouvernementale et exercent un rôle d'intermédiaire entre leurs électeurs et l'administration publique, ce qui correspond au triple rôle qui incombe à tout député. Mais la contribution des femmes parlementaires se manifeste également dans le rôle d'« ambassadrices » qu'elles sont appelées à jouer au sein des associations parlementaires internationales dont l'Assemblée nationale est membre.

À cet égard, les élues du Québec contribuent à une meilleure participation des femmes à la vie politique, économique et sociale dans l'ensemble du réseau international développé par l'Assemblée nationale. Plus largement, leur action s'inscrit dans l'un des objectifs des relations interparlementaires et internationales de l'Assemblée nationale, qui consiste à participer activement à l'édification d'une communauté mondiale fondée sur la démocratie, la paix, la justice et la prospérité.

Les efforts des parlementaires québécoises au fil du temps ont été à l'origine de la création et de la mise en place du Réseau des femmes parlementaires des Amériques, issu de la Confédération parlementaire des Amériques (COPA), en 1999, et du Réseau des femmes parlementaires de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), en 2002. Les élues du Québec ont aussi fait preuve d'un leadership remarqué au sein de l'Association parlementaire du Commonwealth, de son réseau des femmes et du réseau canadien des femmes parlementaires.

Elles ont aussi contribué à la dynamisation de ces réseaux par le partage d'information et d'expérience avec des femmes parlementaires de tous les horizons, par la formation et le transfert d'expertise à l'occasion de séminaires, par la promotion de traités internationaux de premier plan pour la reconnaissance des droits des femmes, comme la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes à l'APF, ainsi que par la définition et l'étude de thèmes porteurs pour l'avancement de la condition féminine, comme « Les impacts de la Zone de libre-échange des Amériques sur les femmes », « La traite des personnes » et « Les budgets analysés en fonction du genre ». L'hébergement du secrétariat du Réseau des femmes parlementaires des Amériques à l'Assemblée nationale a également contribué au développement et à la reconnaissance de ce réseau.

Si leur action législative a permis des avancées importantes pour la société québécoise, les femmes parlementaires d'ici ont aussi contribué à la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes à l'échelle internationale. Elles ont atteint cet objectif en participant activement à la mise en réseau des femmes parlementaires, tous continents confondus, permettant ainsi la prise en considération par les organisations interparlementaires des luttes menées par les femmes.

Si leur action législative a permis des avancées importantes pour la société québécoise, les femmes parlementaires d'ici ont également contribué à la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes à l'échelle internationale.

Les premières

La conquête de l'égalité politique entre les femmes et les hommes au Québec se traduit notamment par l'accèsion de femmes à certaines fonctions parlementaires et ministérielles. À cet égard, ces députées sont les premières dans l'histoire politique du Québec.

PREMIÈRE	FONCTION	ANNÉE
Marie-Claire Kirkland	Députée	1961
Louise Cuerrier	Vice-présidente de l'Assemblée nationale	1976
Huguette Lachapelle	Whip en chef du gouvernement	1984
Monique Gagnon-Tremblay	Présidente du caucus de l'opposition officielle Chef de l'opposition officielle	1994 1998
Louise Harel	Présidente de l'Assemblée nationale	2002
Diane Lemieux	Leader parlementaire de l'opposition officielle	2004
Pauline Marois	Chef d'un parti représenté à l'Assemblée nationale	2007

La première femme élue députée, Marie-Claire Kirkland, a été nommée ministre sans portefeuille un an après sa première élection, avant de diriger un ministère, en 1964. Au fil des ans, plusieurs députées sont tour à tour devenues les premières femmes à exercer de grandes fonctions de l'État, la plupart à titre de ministres, comme l'indique le tableau ci-dessous.

PREMIÈRE	MINISTÈRE	ANNÉE
Marie-Claire Kirkland	Transports et Communications Tourisme, Chasse et Pêche Affaires culturelles	1964 1970 1972
Lise Bacon	Immigration	1976
Jocelyne Ouellette	Travaux publics et Approvisionnements	1977
Lise Payette	Condition féminine (ministre responsable)	1979
Denise Leblanc	Fonction publique	1981
Pauline Marois	Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	1983
Thérèse Lavoie-Roux	Santé et Services sociaux	1985
Lise Bacon	Vice-première ministre Environnement Énergie et Ressources	1985 1988 1989
Lucienne Robillard	Éducation	1992
Monique Gagnon-Tremblay	Finances ⁽¹⁾ Conseil du trésor (présidente)	1993 1994
Louise Harel	Affaires municipales et Métropole	1998
Linda Goupil	Justice	1998
Louise Beaudoin	Relations internationales ⁽²⁾	1998
Pauline Marois	Industrie et Commerce	2002
Françoise Gauthier	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	2003

(1) Monique Gagnon-Tremblay a été la première femme à la tête du ministère des Finances, en 1993, et Pauline Marois a été la première femme à présenter un budget en 2001.

(2) Louise Beaudoin a été nommée ministre des Relations internationales une première fois en 1985, alors qu'elle n'était pas élue.

D'autres femmes sont aussi des premières à différents titres.

Louise Harel, première et seule femme à célébrer 25 ans de vie parlementaire (13 avril 1981 - en fonction)

Fatima Houda-Pepin, première femme musulmane élue députée (12 septembre 1994)

Yolande James, première femme noire élue députée (20 septembre 2004)

Elsie Lefebvre, plus jeune femme élue députée (20 septembre 2004 à l'âge de 25 ans et 5 mois)

Notices biographiques des femmes parlementaires



LISE BACON

Née à Valleyfield le 25 août 1934. A étudié au collège Marie-de-l'Incarnation à Trois-Rivières, au pensionnat Notre-Dame-du-Cap à Cap-de-la-Madeleine, à l'académie Saint-Louis-de-Gonzague à Trois-Rivières et à l'institut Albert-Thomas à Chicoutimi. Éluée députée libérale dans Bourassa en 1973. Ministre d'État aux Affaires sociales du 13 novembre 1973 au 30 juillet 1975. Ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières du 30 juillet 1975 au 26 novembre 1976 et ministre de l'Immigration du 20 janvier au 26 novembre 1976. Défaite en 1976. Éluée dans Chomedey en 1981. Réélue en 1985 et en 1989. Vice-présidente de la Commission de l'aménagement et des équipements du 15 mars 1984 au 23 octobre 1985. Assermentée vice-première ministre le 12 décembre 1985. Ministre des Affaires culturelles du 12 décembre 1985 au 11 octobre 1989 et ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française du 12 décembre 1985 au 31 mars 1988. Ministre de l'Environnement du 21 décembre 1988 au 11 octobre 1989. Ministre de l'Énergie et des Ressources du 11 octobre 1989 au 11 janvier 1994, date de sa démission. Nommée sénatrice dans la division De la Durantaye le 15 septembre 1994.



DIANE BARBEAU

Née à Hauterive (Baie-Comeau) le 23 mars 1961. Obtint un diplôme de commis de bureau de la polyvalente des Rives de Hauterive en 1979 et fit des études en tourisme au cégep Montmorency en 1987-1988. Éluée députée du Parti québécois dans Vanier aux élections de 1994. Réélue en 1998. Whip adjointe du gouvernement du 15 avril 1997 au 28 octobre 1998 et du 9 décembre 1998 au 28 janvier 1999. Adjointe parlementaire du ministre de la Solidarité sociale du 28 janvier 1999 au 21 mars 2001 et du ministre d'État aux Ressources humaines et au Travail du 12 mars 2002 au 12 mars 2003. Ne s'est pas représentée en 2003.



LINE BEAUCHAMP

Née à Valleyfield le 24 février 1963. Titulaire d'un baccalauréat spécialisé en psychologie de l'Université de Montréal depuis 1985. Éluée députée libérale dans Sauvé en 1998. Réélue dans Bourassa-Sauvé en 2003 et en 2007. Ministre de la Culture et des Communications, du 29 avril 2003 au 18 avril 2007. Ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs depuis le 18 avril 2007.



DENISE BEAUDOIN

Née à Lachute le 24 février 1949. Titulaire d'un baccalauréat ès arts de l'Université de Montréal depuis 1969. Diplômée en droit de l'Université d'Ottawa en 1975. Éluée députée du Parti québécois dans Mirabel en 2003. Défaite en 2007.



LOUISE BEAUDOIN

Née à Québec le 26 septembre 1945. Titulaire d'une licence et d'une maîtrise en histoire de l'Université Laval et d'une licence en sociologie de l'Université Paris-Sorbonne. Candidate du Parti québécois défaite dans Jean-Talon en 1976 et en 1979. Ministre des Relations internationales du 16 octobre au 12 décembre 1985. Candidate du Parti québécois défaite dans Louis-Hébert en 1985. Éluée députée du Parti québécois dans Chambly en 1994. Réélue en 1998. Ministre déléguée aux Affaires intergouvernementales canadiennes du 26 septembre 1994 au 29 janvier 1996, ministre de la Culture et des Communications du 3 août 1995 au 15 décembre 1998 et ministre responsable de la Charte de la langue française du 3 août 1995 au 8 mars 2001. Ministre des Relations internationales du 15 décembre 1998 au 29 avril 2003 et ministre d'État aux Relations internationales du 8 mars 2001 au 29 avril 2003. Défaite en 2003.



LOUISE BÉGIN

Née à Lac-Etchemin le 4 janvier 1955. A étudié au cégep Lévis-Lauzon et à l'Université Laval où elle obtint en 1978 un baccalauréat en droit. Éluée députée libérale dans Bellechasse en 1985. Réélue en 1989. Vice-présidente de l'Assemblée nationale du 16 décembre 1985 au 28 novembre 1989. Ne s'est pas représentée en 1994.



MADELEINE BÉLANGER

Née à Saint-Sébastien le 7 avril 1932. A étudié au cégep de Sherbrooke en sciences humaines. Éluée députée libérale dans Mégantic-Compton à l'élection partielle du 5 décembre 1983. Réélue en 1985, en 1989, en 1994 et en 1998. Vice-présidente de la Commission de l'aménagement et des équipements du 8 juin au 9 août 1989 et du 29 novembre 1989 au 25 janvier 1994. Adjointe parlementaire du ministre des Affaires municipales de février à juillet 1994. Présidente de la Commission de l'aménagement et des équipements du 1^{er} décembre 1994 au 10 avril 1997, de la Commission de l'aménagement du territoire du 10 avril 1997 au 28 octobre 1998 et de la Commission de l'éducation du 4 mars 1999 au 12 mars 2003. Ne s'est pas représentée en 2003.



JEANNE L. BLACKBURN

Née à Saint-Elzéar, en Gaspésie, le 24 juin 1934. Fit des études en administration et en andragogie. Éluée députée du Parti québécois dans Chicoutimi en 1985. Réélue en 1989 et en 1994. Ministre de la Sécurité du revenu et ministre responsable de la Condition féminine du 26 septembre 1994 au 29 janvier 1996. Présidente de la Commission de l'éducation du 12 mars 1996 au 28 octobre 1998. Ne s'est pas représentée en 1998.



MARGUERITE BLAIS

Née à Montréal le 12 septembre 1950. Titulaire d'une maîtrise en communication de l'Université du Québec à Montréal depuis 1997, d'un doctorat en communication de l'Université du Québec à Montréal - Université de Montréal - Université Concordia depuis 2005, ainsi que d'un postdoctorat de l'Université du Québec à Montréal obtenu en 2008. Éluée députée libérale dans Saint-Henri-Sainte-Anne en 2007. Ministre responsable des Aînés depuis le 18 avril 2007.



MANON BLANCHET

Née à Montréal le 10 mai 1968. Obtint un baccalauréat en science politique et administration publique à l'Université de Montréal en 1990. Fit des études en comportement organisationnel et en gestion informatisée à l'Université du Québec à Montréal en 1993. Éluée députée du Parti québécois dans Crémazie en 1998. Adjointe parlementaire de la ministre d'État au Travail et à l'Emploi du 28 janvier 1999 au 21 mars 2001. Whip adjointe du gouvernement du 30 mars 2001 au 12 mars 2003. Ne s'est pas représentée en 2003.



MADELEINE BLEAU

Née à Montréal le 22 octobre 1928. A étudié au collège Jésus-Marie à Saint-Barthélémy en 1943 et en 1944 et au collège Viauville de Montréal de 1940 à 1943 où elle a suivi des cours de lettres et de sciences. Éluée députée libérale dans Groulx en 1985. Réélue en 1989. Whip adjointe du 29 novembre 1989 au 11 janvier 1994. Ne s'est pas représentée en 1994.



HUGUETTE BOUCHER-BACON

Née à Montréal le 17 septembre 1947. A étudié à l'École supérieure des arts et métiers de 1971 à 1976 et à l'Université du Québec à Montréal où elle obtint un baccalauréat en éducation préscolaire élémentaire en 1985. Possède également une formation en droit de l'Université de Montréal et en sociologie de l'Université du Québec à Montréal. Éluée députée libérale dans Bourget en 1989. Défaite en 1994.



JULIE BOULET

Née à Saint-Tite en 1959. Bachelière en pharmacie de l'Université Laval. Éluée députée libérale dans Laviolette à l'élection partielle du 1^{er} octobre 2001. Réélue en 2003 et en 2007. Ministre déléguée à la Santé et à la Condition des aînés du 29 avril au 14 mai 2003, ministre déléguée à la Santé, aux Services sociaux et à la Condition des aînés du 14 au 30 mai 2003 et ministre déléguée aux Transports du 10 septembre 2003 au 18 avril 2007. Ministre des Transports depuis le 18 avril 2007.



PIERRETTE CARDINAL

Née à Montréal le 31 août 1931, elle a étudié à l'école des sœurs du Bon-Pasteur et fit également des études postsecondaires en lettres-sciences et en espagnol. Éluée députée libérale dans Châteauguay en 1985. Réélue en 1989. Ne s'est pas représentée en 1994.



JOCELYNE CARON

Née à Verdun le 23 avril 1951. Titulaire d'un brevet d'enseignement en musique du Conservatoire de Montréal obtenu en 1972 et d'un baccalauréat en enseignement secondaire, option histoire, de l'Université du Québec à Montréal, obtenu en 1973. Éluée députée du Parti québécois dans Terrebonne en 1989. Réélue en 1994, en 1998 et en 2003. Déléguée régionale de Lanaudière du 26 septembre 1994 au 29 janvier 1996. Leader parlementaire adjointe du gouvernement du 12 avril 1996 au 25 août 1997. Whip en chef du gouvernement du 25 août 1997 au 8 mars 2001. Secrétaire d'État à la Condition féminine du 8 mars 2001 au 29 avril 2003, adjointe parlementaire de la ministre d'État à la Famille et à l'Enfance du 21 mars 2001 au 12 mars 2002 et à la ministre d'État à la Solidarité sociale, à la Famille et à l'Enfance du 12 mars 2002 au 29 avril 2003. Défaite en 2007.



DENISE CARRIER-PERRAULT

Née à Saint-Joseph-de-la-Pointe-Lévy (Lévis) le 21 juin 1946. A suivi une formation en graphisme du collège Sainte-Foy et est titulaire d'un baccalauréat en relations industrielles de l'Université Laval. Éluée députée du Parti québécois dans Chutes-de-la-Chaudière en 1989. Réélue en 1994 et en 1998. Vice-présidente de la Commission de l'aménagement et des équipements du 1^{er} décembre 1994 au 29 janvier 1996. Ministre déléguée aux Mines, aux Terres et aux Forêts du 29 janvier 1996 au 25 février 1998 et ministre déléguée aux Mines et aux Terres du 25 février au 15 décembre 1998. Présidente de la Commission de l'économie et du travail du 4 mars 1999 au 4 mars 2001 et leader parlementaire adjointe du gouvernement du 9 mars 2001 au 13 mars 2002. Vice-présidente de la Commission des affaires sociales du 13 mars 2002 au 12 mars 2003. Ne s'est pas représentée en 2003.



NOËLLA CHAMPAGNE

Née à Saint-Tite le 25 décembre 1944. Titulaire d'un diplôme d'études secondaires du couvent de la Providence de Saint-Tite obtenu en 1962 et d'un brevet d'enseignement de l'école normale Sainte-Ursule obtenu en 1964. Fit également des études en enseignement de l'histoire à l'Université du Québec à Trois-Rivières en 1981 et en 1982. Éluée députée du Parti québécois dans Champlain en 2003. Défaite en 2007.



SOLANGE CHAPUT-ROLLAND

Née à Montréal le 14 mai 1919. A étudié au couvent d'Outremont, à la Sorbonne et à l'Institut catholique de Paris. Éluée députée libérale dans Prévost à l'élection partielle du 14 novembre 1979. Défaite en 1981. Sénatrice dans la division des Mille Isles du 28 septembre 1988 au 14 mai 1994. Décédée le 31 octobre 2001.



NANCY CHAREST

Née à Matane le 28 novembre 1959. Obtint un diplôme en droit de l'Université Laval en 1983. Éluée députée libérale dans Matane en 2003. Adjointe parlementaire du ministre des Finances du 21 mai 2003 au 2 mars 2005 et du ministre de la Justice du 2 mars 2005 au 21 février 2007. Défaite en 2007.



SOLANGE CHAREST

Née à Amqui le 3 août 1950. Titulaire d'un baccalauréat en sociologie obtenu en 1982 et d'un certificat en animation obtenu en 1987 de l'Université du Québec à Rimouski. Obtint une maîtrise en communication publique de l'Université Laval en 1992. Éluée députée du Parti québécois dans Rimouski en 1994. Réélue en 1998 et en 2003. Whip adjointe du gouvernement du 12 mars 1996 au 28 octobre 1998 et du 9 décembre 1998 au 2 mars 1999. Vice-présidente de la Commission de l'éducation du 4 mars 1999 au 22 novembre 2000 et de la Commission de l'administration publique du 23 novembre 2000 au 4 mars 2001. Adjointe parlementaire du ministre d'État aux Régions du 21 mars 2001 au 28 février 2002 et de la vice-première ministre, ministre d'État à l'Économie et aux Finances et ministre de la Recherche, de la Science et de la Technologie du 13 mars 2002 au 29 avril 2003. Secrétaire d'État à la Recherche, à la Science et à la Technologie du 30 janvier 2002 au 29 avril 2003. Ne s'est pas représentée en 2007.



LUCIE CHARLEBOIS

Née à Coteau-Station le 14 juillet 1959. Obtint un diplôme d'études collégiales en techniques administratives du collège de Valleyfield en 1979. Éluée députée libérale dans Soulanges en 2003. Réélue en 2007. Whip adjointe du gouvernement du 23 février 2005 au 21 février 2007 et depuis le 4 avril 2007.



MICHELLE COURCHESNE

Née à Trois-Rivières le 6 mai 1953. Titulaire d'un diplôme d'études collégiales en sciences humaines du collège Jean-de-Brébeuf obtenu en 1972, d'un baccalauréat en sociologie et d'une maîtrise en urbanisme obtenus en 1975 et 1977 de l'Université de Montréal. Éluée députée libérale dans Fabre en 2003. Réélue en 2007. Ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration du 29 avril 2003 au 18 février 2005. Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale du 18 février 2005 au 18 avril 2007. Ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport et ministre de la Famille depuis le 18 avril 2007.



LOUISE CUERRIER

Née à Montréal le 15 février 1926. A étudié à l'école normale Jacques-Cartier, à l'Institut pédagogique et à l'Université de Montréal où elle obtint un certificat en animation et poursuivit une formation en orthopédagogie. Candidate du Parti québécois défaite dans Vaudreuil-Soulanges en 1973. Éluée députée du Parti québécois dans la même circonscription en 1976. Vice-présidente de l'Assemblée nationale du 14 décembre 1976 au 19 mai 1981. Défaite en 1981.



MARGARET F. DELISLE

Née à Québec le 4 juillet 1946. Titulaire d'un baccalauréat ès arts de l'Université Laval obtenu en 1967. Fit des études à la Faculté des lettres, option espagnol, à l'Université Laval pendant la période estivale, de 1962 à 1964, à la Faculté des lettres de l'Université de Valence en Espagne à l'été 1965 et en gérontologie au campus Notre-Dame-de-Foy de Saint-Augustin-de-Desmaures de 1980 à 1982. Éluée députée libérale dans Jean-Talon en 1994. Réélue en 1998 et en 2003. Whip adjointe du gouvernement du 29 avril 2003 au 18 février 2005. Ministre déléguée à la Protection de la jeunesse et à la Réadaptation du 18 février 2005 au 18 avril 2007. Ne s'est pas représentée en 2007.



FRANCE DIONNE

Née à Rivière-du-Loup le 23 août 1953. A étudié au collège Bart Secretarial College à Québec de 1970 à 1972, en administration au La Salle Extension University à Chicago de 1974 à 1977 et fit un certificat en administration à l'Université du Québec à Rimouski de 1979 à 1982. A suivi des cours de l'Institut canadien des courtiers en valeurs mobilières et de l'Association des fonds mutuels du Canada. Obtint une maîtrise en administration publique à l'ENAP en 2001. Éluée députée libérale dans Kamouraska-Témiscouata en 1985. Réélue en 1989 et en 1994. Adjointe parlementaire du ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie du 21 juin 1989 au 19 janvier 1994 et du ministre des Finances du 19 janvier 1994 au 24 juillet 1994. Démissionne comme députée le 2 mai 1997. Candidate libérale défaite dans Rivière-du-Loup-Kamouraska-Les Basques aux élections fédérales de 1997.



RITA DIONNE-MARSOLAIS

Née à Sherbrooke le 20 avril 1947. Obtint un baccalauréat ès sciences économiques en 1970 et une maîtrise en économétrie de l'Université de Montréal en 1972. Éluée députée du Parti québécois dans Rosemont en 1994. Réélue en 1998, en 2003 et en 2007. Ministre déléguée au Tourisme et responsable de la Régie des installations olympiques du 26 septembre 1994 au 29 janvier 1996. Ministre de la Culture et des Communications

et responsable de la Charte de la langue française du 25 novembre 1994 au 30 janvier 1995, puis ministre déléguée à l'Industrie et au Commerce et responsable du Tourisme du 29 janvier 1996 au 25 août 1997. Ministre déléguée au Revenu du 25 août 1997 au 15 décembre 1998 et ministre du Revenu du 15 décembre 1998 au 28 avril 1999. Présidente de la Commission des finances publiques du 28 août au 13 novembre 2001. Ministre déléguée aux Ressources naturelles du 13 novembre 2001 au 30 janvier 2002 et ministre déléguée à l'Énergie du 30 janvier 2002 au 29 avril 2003. Présidente de la Commission de l'administration publique du 6 juin 2003 au 21 février 2007. Vice-présidente de la Commission des institutions depuis le 25 mai 2007.



JOAN DOUGHERTY

Née à Montréal le 2 mars 1927, obtint un baccalauréat en sciences en 1947 et une maîtrise en histologie en 1950 à l'Université McGill. Étudia au Massachusetts Institute of Technology en biophysique en 1948 et 1949. Éluée députée libérale dans Jacques-Cartier en 1981. Réélue en 1985. Adjointe parlementaire du ministre de l'Éducation du 13 décembre 1985 au 9 août 1989. Défaite en 1989.



DANIELLE DOYER

Née à Mont-Joli le 17 décembre 1951. Obtint un baccalauréat en sociologie avec mineure en économie en 1987, un baccalauréat en administration en 1989 et une maîtrise en développement régional en 1997 à l'Université du Québec à Rimouski. Éluée députée du Parti québécois dans Matapédia en 1994. Réélue en 1998, en 2003 et en 2007. Adjointe parlementaire du ministre responsable de la région du Bas-Saint-Laurent et de la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et secrétaire régionale pour la région du Bas-Saint-Laurent du 29 janvier 1996 au 28 octobre 1998. Adjointe parlementaire du ministre des Régions, du 28 janvier 1999 au 21 mars 2001, et vice-présidente de la Commission de l'aménagement du territoire, du 27 mars 2001 au 12 mars 2003.



LUCE DUPUIS

Née à Sainte-Marthe le 25 septembre 1940. Titulaire d'un baccalauréat en arts plastiques de l'Université du Québec à Montréal obtenu en 1972 et d'une maîtrise en création artistique de l'Université Concordia obtenue en 1979. A entrepris en 1986 un doctorat en fondements de l'éducation à l'Université de Montréal. Éluée députée du Parti québécois dans Verchères en 1989. Siège comme indépendante à compter du 16 novembre 1993. Ne s'est pas représentée en 1994.



LIZA FRULLA

Née à Montréal le 30 mars 1949. Titulaire d'un baccalauréat ès arts obtenu au collège Basile-Moreau en 1969 et d'une maîtrise en pédagogie de l'Université de Montréal obtenue en 1973. Éluée députée libérale dans Marguerite-Bourgeoy en 1989. Ministre des Communications du 11 octobre 1989 au 5 octobre 1990. Ministre des Affaires culturelles du 5 octobre 1990 au 1^{er} janvier 1993. Ministre de la Culture du 1^{er} janvier 1993 au 11 janvier 1994. Ministre de la Culture et des Communications du 11 janvier au 26 septembre 1994. Réélue en 1994. Vice-présidente de la Commission de la culture du 30 novembre 1994 au 1^{er} août 1998. Démissionne comme députée le 1^{er} août 1998. Éluée députée libérale dans Verdun-Saint-Henri-Saint-Paul-Pointe-Saint-Charles à l'élection partielle fédérale du 13 mai 2002. Réélue dans Jeanne-Le Ber en 2004. Ministre du Développement social du 12 décembre 2003 au 20 juillet 2004. Ministre du Patrimoine canadien et ministre responsable de la Condition féminine du 20 juillet 2004 au 6 février 2006. Défaite en 2006.



MONIQUE GAGNON-TREMBLAY

Née à Plessisville. Diplômée de l'institut de secrétariat Quirion Business School. Obtint un baccalauréat ès arts de l'Université Laval ainsi qu'une licence en droit et un diplôme en droit notarial de l'Université de Sherbrooke. Éluée députée libérale dans Saint-François en 1985. Réélue en 1989, en 1994, en 1998, en 2003 et en 2007. Ministre déléguée à la Condition féminine du 12 décembre 1985 au 11 octobre 1989 et ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, du 3 mars au 11 octobre 1989. Ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration du 11 octobre 1989 au 11 janvier 1994. Ministre des Finances du 18 octobre 1993 au 11 janvier 1994. Vice-première ministre, ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique et présidente du Conseil du trésor du 11 janvier au 26 septembre 1994. Présidente du caucus des députés du Parti libéral de 1994 à 1996 et chef de l'opposition officielle du 13 mai au 28 octobre 1998. Présidente de la Commission des affaires sociales du 4 mars 1999 au 12 mars 2003. Vice-première ministre du 29 avril 2003 au 18 février 2005. Ministre des Relations internationales depuis le 29 avril 2003.



FRANCINE GAUDET

Née à Sainte-Gertrude (Bécancour) le 30 mai 1948. Titulaire d'un brevet en enseignement préscolaire obtenu en 1969 et d'un baccalauréat en enseignement préscolaire et primaire obtenu à l'Université du Québec à Trois-Rivières en 1981. Fit une scolarité de maîtrise en éducation à la même université de 1982 à 1984, puis entreprit une maîtrise en administration scolaire à l'Université de Sherbrooke en 1987. Éluée députée libérale dans Maskinongé en 2003. Adjointe parlementaire du ministre de l'Éducation du 21 mai 2003 au 2 mars 2005 et à la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale du 2 mars 2005 au 21 février 2007. Défaite en 2007.



FRANÇOISE GAUTHIER

Née à Laterrière le 1^{er} janvier 1953. Titulaire d'un diplôme d'études collégiales en sciences humaines du cégep de Chicoutimi depuis 1973 et d'une licence en droit de l'Université de Sherbrooke depuis 1976. Éluée députée libérale dans Jonquière à l'élection partielle du 1^{er} octobre 2001. Réélue en 2003. Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du 29 avril 2003 au 18 février 2005 et ministre du Tourisme du 18 février 2005 au 18 avril 2007. Défaite en 2007.



JOHANNE GONTHIER

Née à Montréal le 3 novembre 1954. Titulaire d'un diplôme d'études collégiales en sciences humaines du cégep Rosemont obtenu en 1974. Éluée députée libérale dans Mégantic-Compton en 2007. Adjointe parlementaire du ministre des Ressources naturelles et de la Faune depuis le 25 avril 2007.



LINDA GOUPIL

Née à Saint-Léon-de-Standon le 13 mai 1961. Titulaire d'une licence en droit de l'Université de Sherbrooke obtenue en 1984 et d'une accréditation de médiatrice du Barreau du Québec obtenue en 1994. Éluée députée du Parti québécois dans Lévis en 1998. Ministre de la Justice du 15 décembre 1998 au 8 mars 2001, ministre responsable de la Condition féminine du 15 décembre 1998 au 29 avril 2003, ministre d'État à la Famille et à l'Enfance du 8 mars 2001 au 30 janvier 2002, ministre de la Famille et de l'Enfance du 8 mars 2001 au 29 avril 2003, ministre responsable des Aînés du 8 mars 2001 au 29 avril 2003, ministre d'État à la Solidarité sociale, à la Famille et à l'Enfance du 30 janvier 2002 au 29 avril 2003 et ministre de la Solidarité sociale du 30 janvier 2002 au 29 avril 2003. Défaite en 2003 et en 2007.



GINETTE GRANDMONT

Diplômée de l'Institut d'hôtellerie du Québec (Montréal) en 1983 et agente immobilière agréée depuis 1987. Éluée députée de l'Action démocratique dans Masson en 2007.



MARIE GRÉGOIRE

Née à Berthier le 15 août 1965. Obtint un baccalauréat en communications de l'Université d'Ottawa en 1988. Éluée députée de l'Action démocratique dans Berthier à l'élection partielle du 17 juin 2002. Défaite en 2003.



FRANCE HAMEL

Née à Québec le 7 août 1952. Obtint un diplôme d'études collégiales en administration du cégep de Granby en 1971. Éluée députée libérale dans La Peltrie en 2003. Défaite en 2007.



LOUISE HAREL

Née à Sainte-Thérèse-de-Blainville le 22 avril 1946. Obtint un baccalauréat ès arts du séminaire de Sainte-Thérèse en 1965. A étudié en sociologie et a été licenciée en droit de l'Université de Montréal en 1977. Éluée députée du Parti québécois dans Maisonneuve en 1981. Réélue en 1985. Présidente de la Commission de l'économie et du travail, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration du 25 septembre au 27 novembre 1984, puis adjointe parlementaire du ministre de la Justice. Vice-présidente de la Commission de la culture du 11 février 1986 au 9 août 1989. Réélue dans Hochelaga-Maisonneuve en 1989, en 1994, en 1998, en 2003 et en 2007. Présidente de la Commission de l'éducation du 29 novembre 1989 au 24 juillet 1994. Ministre d'État à la Concertation et ministre de l'Emploi du 26 septembre 1994 au 29 janvier 1996. Ministre responsable de l'Immigration et des Communautés culturelles du 3 novembre 1995 au 29 janvier 1996. Ministre d'État de l'Emploi et de la Solidarité, ministre de la Sécurité du revenu, ministre responsable

de la Condition féminine et ministre responsable de l'Action communautaire autonome du 29 janvier 1996 au 15 décembre 1998. Ministre de l'Emploi et de la Solidarité du 25 juin 1997 au 15 décembre 1998. Ministre responsable des Aînés du 15 décembre 1998 au 8 mars 2001. Ministre d'État et ministre des Affaires municipales et de la Métropole du 15 décembre 1998 au 30 janvier 2002. Présidente de l'Assemblée nationale du 12 mars 2002 au 4 juin 2003. Présidente de la Commission des transports et de l'environnement du 6 juin 2003 au 6 juin 2005, chef de l'opposition officielle du 6 juin 2005 au 21 août 2006 et vice-présidente de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, du 29 novembre 2006 au 21 février 2007. Présidente de la Commission de l'éducation depuis le 25 mai 2007.



FATIMA HOUDA-PEPIN

Née à Meknès, au Maroc, le 26 décembre 1951. Obtint un baccalauréat en commerce au lycée Al Khansa, à Casablanca, en 1971, et fit des études en science politique à l'Université Mohamed V, à Rabat, en 1973 et en 1974. Titulaire d'un baccalauréat en science politique de l'Université Laval et d'une maîtrise en relations internationales de l'Université d'Ottawa, respectivement obtenus en 1976 et 1977. Titulaire, depuis 1981, d'une maîtrise en bibliothéconomie–sciences de l'information de l'Université McGill. A aussi réussi, en 1982, une scolarité de doctorat en politique internationale à l'Université de Montréal. Éluée députée libérale dans La Pinière en 1994. Réélue en 1998, en 2003 et en 2007. Présidente de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation du 6 juin 2003 au 21 février 2007. Première vice-présidente de l'Assemblée nationale depuis le 8 mai 2007.



CLAIRE-HÉLÈNE HOVINGTON

Née à Sacré-Cœur au Saguenay, le 14 mai 1944. A étudié à l'Université de Montréal de 1966 à 1970 où elle obtint un baccalauréat en science politique. Fit un stage à l'École scientifique de Sherbrooke en 1965 et en 1966 et aux instituts agricoles de Saint-Hyacinthe et de Vancouver en 1973. A suivi un cours de perfectionnement en horticulture et arrangements floraux à l'École d'art floral de Montréal en 1974. Éluée députée libérale dans Matane en 1985. Réélue en 1989. Whip adjointe du gouvernement du 16 décembre 1985 au 21 juin 1989. Présidente de la Commission de la culture du 21 juin au 9 août 1989. Vice-présidente de la Commission de l'éducation du 29 novembre 1989 au 26 novembre 1993. Adjointe parlementaire du ministre des Transports du 25 janvier au 24 juillet 1994. Défaite en 1994.



YOLANDE JAMES

Née à Montréal le 21 novembre 1977. Titulaire d'un baccalauréat en droit civil de l'Université de Montréal depuis 2000 et d'un baccalauréat en *common law* de l'Université Queen's depuis 2003. Éluée députée libérale dans Nelligan à l'élection partielle du 20 septembre 2004. Réélue en 2007. Adjointe parlementaire de la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles du 2 mars 2005 au 21 février 2007. Ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles depuis le 18 avril 2007.



MONIQUE JÉRÔME-FORGET

Née à Montréal. Fit des études en économie à l'Université de Londres, en Angleterre, en 1960, en histoire à l'Université Johns Hopkins de 1964 à 1966, en économie politique à l'Université de Montréal de 1966 à 1968. Elle est aussi titulaire d'un baccalauréat ès arts obtenu en 1972 et d'un doctorat en psychologie de l'Université McGill obtenu en 1976. Éluée députée libérale dans Marguerite-Bourgeoys en 1998. Réélue en 2003 et en 2007. Présidente du Conseil du trésor et ministre responsable de l'Administration gouvernementale du 29 avril 2003 au 18 avril 2007. Ministre des Finances, ministre des Services gouvernementaux, ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor depuis le 18 avril 2007.



CARMEN JUNEAU

Née à Saint-Grégoire-de-Greenlay le 25 août 1934. A suivi un cours d'infirmière auxiliaire à l'hôpital Saint-Vincent-de-Paul à Sherbrooke. Candidate du Parti québécois défaite dans Johnson à l'élection partielle du 17 novembre 1980. Éluée députée du Parti québécois dans la même circonscription en 1981. Adjointe parlementaire du ministre délégué aux Relations avec les citoyens du 23 janvier au 23 octobre 1985. Réélue en 1985 et en 1989. Ne s'est pas représentée en 1994. Décédée le 18 juin 1999.



MARIE-CLAIRE KIRKLAND

Née à Palmer, dans l'État du Massachusetts, le 8 septembre 1924. A étudié à l'Université McGill où elle obtint un baccalauréat ès arts et une licence en droit. Suivit un séminaire en droit international à Genève, en Suisse. Éluée députée libérale dans Jacques-Cartier à l'élection partielle du 14 décembre 1961. Réélue en 1962. Assermentée ministre sans portefeuille le 5 décembre 1962. Ministre des Transports et des Communications du 25 novembre 1964 au 16 juin 1966. Réélue dans Marguerite-Bourgeoys en 1966 et en 1970. Ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche du 12 mai 1970 au 15 février 1972, puis ministre des Affaires culturelles du 2 février 1972 au 14 février 1973. Son siège devient vacant à sa nomination à titre de juge de la Cour provinciale et de présidente de la Commission du salaire minimum, le 14 février 1973.



HUGUETTE LACHAPELLE

Née à Saint-Basile, dans Portneuf, le 28 octobre 1942. Obtint un diplôme d'études commerciales au Elie Business College à Montréal. Éluée députée du Parti québécois dans Dorion en 1981. Whip adjointe du gouvernement du 22 septembre 1982 au 4 décembre 1984 et whip du 4 décembre 1984 au 23 octobre 1985. Défaite en 1985.



MICHÈLE LAMQUIN-ÉTHIER

Née à Montréal. Diplômée en droit de l'Université de Montréal en 1976. Éluée députée libérale dans Bourassa à l'élection partielle du 6 octobre 1997. Réélue en 1998 et dans Crémazie en 2003. Leader parlementaire adjointe du gouvernement du 29 avril 2003 au 19 octobre 2005 et du 22 décembre 2005 au 21 février 2007. Défaite en 2007.



LINDA LAPOINTE

Née à Laval. Titulaire d'un diplôme d'études collégiales en sciences de la santé du cégep Ahuntsic obtenu en 1979, ainsi que d'un baccalauréat en administration des affaires de l'Université de Montréal obtenu en 1986. Éluée députée de l'Action démocratique dans Groulx en 2007. Vice-présidente de la Commission des finances publiques depuis le 25 mai 2007.



LISETTE LAPOINTE

Née à Montréal. Titulaire d'un permis d'enseignement de la Commission des écoles catholiques de Montréal en 1964. Éluée députée du Parti québécois dans Crémazie en 2007.



THÉRÈSE LAVOIE-ROUX

Née à Rivière-du-Loup le 12 mars 1928, a étudié aux universités de Montréal et McGill, au Smith College à Northampton, et au Putnam Center à Boston. Obtint une maîtrise en sciences sociales et un brevet d'enseignement du piano. Éluée députée libérale dans L'Acadie en 1976. Réélue en 1981 et en 1985. Présidente de la Commission des affaires sociales du 15 mars 1984 au 23 octobre 1985. Ministre de la Santé et des Services sociaux du 12 décembre 1985 au 11 octobre 1989. Ne s'est pas représentée en 1989. Sénatrice dans la division d'Acadie du 27 septembre 1990 au 12 mars 2001, date de sa démission.



DENISE LEBLANC

Née à L'Étang-du-Nord, aux Îles-de-la-Madeleine, le 15 décembre 1949. A étudié au collège de l'Assomption, au cégep de la Gaspésie, à l'Université Laval et à l'Université de Montréal. Bachelière en lettres, étudia également le droit pendant un an. Éluée députée du Parti québécois dans Îles-de-la-Madeleine en 1976. Réélue en 1981. Adjointe parlementaire du ministre de l'Industrie et du Commerce de décembre 1976 à septembre 1979 et du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation de septembre 1979 à avril 1981. Ministre de la Fonction publique du 30 avril 1981 au 1^{er} avril 1984. Ministre déléguée à la Condition féminine du 29 novembre 1983 au 26 novembre 1984, date de sa démission du cabinet. Siégea comme indépendante à compter du 27 novembre 1984. Ne s'est pas représentée en 1985. Décédée le 8 février 1999.



DIANE LEBLANC

Née à Saint-Jean-sur-Richelieu le 9 décembre 1954. Titulaire d'un diplôme d'études collégiales en technique de loisirs obtenu au cégep Saint-Laurent en 1975. A suivi des cours sur la publicité au Québec à la Télé-université en 1980, des études en management à l'Université Laval en 1981 et en gestion des ressources humaines à l'Université du Québec à Trois-Rivières en 1996. Éluée députée libérale dans Beauce-Sud à l'élection partielle du 28 avril 1997. Réélue en 1998 et en 2003. Deuxième vice-présidente de l'Assemblée nationale du 4 juin 2003 au 8 mai 2007. Défaite en 2007.



LUCIE LEBLANC

Née à Montréal le 1^{er} avril 1962. Diplômée en saisie de données et opérations informatiques. Éluée députée de l'Action démocratique dans Deux-Montagnes en 2007.



CHARLOTTE L'ÉCUYER

Née à Smooth Rock Falls, en Ontario, le 16 août 1943. Obtint un baccalauréat en travail social de l'Université du Québec à Hull en 1980 et une maîtrise en travail social, option administration sociale, à l'Université de Sherbrooke en 1984. Éluée députée libérale dans Pontiac en 2003. Réélue en 2007. Adjointe parlementaire du ministre de la Santé et des Services sociaux du 31 août 2006 au 21 février 2007. Vice-présidente de la Commission de l'aménagement du territoire depuis le 25 mai 2007 et adjointe parlementaire du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation depuis le 6 juin 2007.



LYSE LEDUC

Née à Montréal le 17 septembre 1938. Obtint un certificat en histoire de l'art et un certificat en andragogie de l'Université de Montréal. Éluée députée du Parti québécois dans Mille-Îles en 1994. Réélue en 1998. Secrétaire régionale et adjointe parlementaire du ministre responsable de la région de Laval du 29 janvier 1996 au 28 octobre 1998. Adjointe parlementaire de la ministre d'État à la Santé et aux Services sociaux du 28 janvier 1999 au 21 mars 2001 et de la ministre d'État à la Culture et aux Communications du 21 mars 2001 au 12 mars 2003. Ne s'est pas représentée en 2003.



ELSIE LEFEBVRE

Née à Montréal le 5 mai 1979. Diplômée en science politique de l'Université de Montréal en 2001. A entrepris une maîtrise en études internationales, politique comparée (Europe) et politiques sociales à cette même université. A étudié à l'Universidad de las Americas à Puebla, Mexique, en 2001-2002. Éluée députée du Parti québécois dans Laurier-Dorion à l'élection partielle du 20 septembre 2004. Défaite en 2007.



DIANE LEGAULT

Née à Montréal le 21 juillet 1956. Obtint un doctorat en médecine dentaire de l'Université de Montréal en 1979 et une maîtrise en administration des affaires (MBA) de l'Université de Sherbrooke en 1995. Éluée députée libérale dans Chambly en 2003. Adjointe parlementaire de la ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration du 21 mai 2003 au 2 mars 2005, puis adjointe parlementaire du ministre de la Santé et des Services sociaux du 2 mars 2005 au 31 août 2006. A démissionné comme députée le 15 novembre 2006.



YOLANDE D. LEGAULT

Née à Saint-Joseph-du-Lac le 1^{er} juin 1941. A étudié à l'école Saint-Joseph, à Saint-Joseph-du-Lac et chez les sœurs de la congrégation Notre-Dame de Saint-Eustache en 1957 et en 1958. Éluée députée libérale dans Deux-Montagnes en 1985. Ne s'est pas représentée en 1989.



NICOLE LÉGER

Née à Montréal le 12 mars 1955. Obtint un baccalauréat en éducation de l'Université du Québec à Montréal en 1997. Fit des études québécoises entre 1979 et 1981, des études en droit en 1981 et en 1982, des études en arts de 1982 à 1986 et des études en journalisme en 1990 et en 1991. Éluée députée du Parti québécois dans Pointe-aux-Trembles à l'élection partielle du 9 décembre 1996. Réélue en 1998 et en 2003. Ministre déléguée à la Famille et à l'Enfance du 23 septembre 1998 au 8 mars 2001 et ministre déléguée à la Lutte contre la pauvreté et à l'exclusion du 8 mars 2001 au 29 avril 2003. Whip adjointe de l'opposition officielle du 29 avril 2003 au 9 septembre 2004. Démissionne comme députée le 1^{er} juin 2006.



DIANE LEMIEUX

Née à Sherbrooke le 22 septembre 1961. Diplômée en droit de l'Université de Sherbrooke. Éluée députée du Parti québécois dans Bourget en 1998. Réélue en 2003 et en 2007. Ministre d'État au Travail et à l'Emploi du 15 décembre 1998 au 8 mars 2001. Ministre d'État à la Culture et aux Communications du 8 mars 2001 au 29 avril 2003. Présidente de la Commission de l'économie et du travail du 6 juin 2003 au 19 octobre 2004. Leader parlementaire de l'opposition officielle du 18 août 2004 au 21 février 2007. Leader parlementaire du deuxième groupe d'opposition du 4 avril 2007 au 27 août 2007. Démissionne comme députée le 17 octobre 2007.



SYLVIE LESPÉRANCE

Née à Jonquière le 21 décembre 1954. Obtint un diplôme en sciences infirmières du cégep de Jonquière en 1975, un baccalauréat ès sciences de l'Université de Montréal en 1981 et une maîtrise en gérontologie de l'Université de Sherbrooke en 1996. Éluée députée de l'Action démocratique dans Joliette à l'élection partielle du 17 juin 2002. Défaite en 2003. Décédée le 22 septembre 2006.



NICOLE LOISELLE

Née à Montréal le 8 mars 1954. Obtint un certificat en secrétariat légal à l'École progressive de Montréal en 1973. Éluée députée libérale dans Saint-Henri en 1989. Réélue dans Saint-Henri-Sainte-Anne en 1994, en 1998 et en 2003. Whip adjointe du gouvernement du 28 février au 10 mars 1994 et du 29 avril 2003 au 21 février 2007. Ne s'est pas représentée en 2007.



MARIE MALAVOY

Née à Berlin, en Allemagne, le 23 mars 1948. Obtint un baccalauréat, option philosophie, au collège Marie-de-France en 1966, un diplôme en pastorale catéchétique en 1967, un baccalauréat en service social en 1971 et une maîtrise en service social à l'Université de Montréal en 1975. A également accompli la scolarité du diplôme d'études spécialisées en service social à l'Université de Sherbrooke (1976). Éluée députée du Parti québécois dans Sherbrooke en 1994. Ministre de la Culture et des Communications du 26 septembre au 28 novembre 1994. Adjointe parlementaire de la ministre de l'Emploi et de la Solidarité de 1996 à 1998. Défaite en 1998. Éluée députée dans Taillon à l'élection partielle du 14 août 2006. Réélue en 2007.



AGNÈS MALTAIS

Née à Sault-au-Mouton le 7 novembre 1956. Titulaire d'un diplôme d'études collégiales du cégep de Sainte-Foy. Éluée députée du Parti québécois dans Taschereau en 1998. Réélue en 2003 et en 2007. Ministre de la Culture et des Communications du 15 décembre 1998 au 8 mars 2001. Ministre déléguée à la Santé, aux Services sociaux et à la Protection de la Jeunesse du 8 mars 2001 au 30 janvier 2002. Ministre déléguée à l'Emploi du 30 janvier 2002 au 29 avril 2003. Présidente du caucus de l'opposition officielle du 29 avril 2003 au 21 février 2007.



ANNA MANCUSO

Née à Montréal le 18 mai 1971. Obtint un diplôme d'études collégiales en sciences sociales du collège Marianopolis en 1990, un certificat en italien de l'Université Italiana per Stranieri di Perugia (Italie) en 1991, un baccalauréat en sciences politiques de l'Université Concordia en 1993, une licence en droit civil de l'Université d'Ottawa en 1996 et un certificat en droit européen communautaire et des affaires de l'Université de Lyon, en France, en 1997. Éluée députée libérale dans Viger à l'élection partielle du 15 avril 2002. Ne s'est pas représentée en 2003.



PAULINE MAROIS

Née à Québec le 29 mars 1949. Titulaire d'un baccalauréat en service social de l'Université Laval depuis 1971 et d'une maîtrise en administration des affaires (MBA) de l'École des hautes études commerciales depuis 1976. Éluée députée du Parti québécois dans La Peltrie en 1981. Ministre d'État à la Condition féminine, du 30 avril 1981 au 9 septembre 1982, puis ministre déléguée à la Condition féminine du 9 septembre 1982 au 29 novembre 1983. Ministre de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du revenu du 29 novembre 1983 au 12 décembre 1985. Défaite en 1985. Éluée députée dans Taillon en 1989. Réélue en 1994 et en 1998. Présidente de la Commission des affaires sociales de 1989 à 1994. Ministre déléguée

à l'Administration et à la Fonction publique et présidente du Conseil du trésor du 26 septembre 1994 au 3 novembre 1995. Ministre responsable de la Famille, du 28 septembre 1994 au 2 juillet 1997. Ministre des Finances et ministre du Revenu du 3 novembre 1995 au 29 janvier 1996. Ministre de l'Éducation du 29 janvier 1996 au 15 décembre 1998. Ministre de la Famille et de l'Enfance du 2 juillet 1997 au 8 mars 2001. Ministre d'État et ministre de la Santé et des Services sociaux du 15 décembre 1998 au 8 mars 2001. Vice-première ministre du 8 mars 2001 au 29 avril 2003. Ministre d'État à l'Économie et aux Finances, ministre des Finances et ministre de la Recherche, de la Science et de la Technologie du 8 mars 2001 au 25 septembre 2002. Ministre de l'Industrie et du Commerce du 30 janvier 2002 au 25 septembre 2002, puis ministre des Finances, de l'Économie et de la Recherche du 25 septembre 2002 au 29 avril 2003. Réélue en 2003. Démissionnaire le 20 mars 2006. Devint la chef du Parti québécois le 26 juin 2007. Élu députée dans Charlevoix à l'élection partielle du 24 septembre 2007. Chef du deuxième groupe d'opposition depuis le 1^{er} octobre 2007.



NICOLE MÉNARD

Née à Saint-Constant. Suit une formation en administration de l'entreprise de l'École des hautes études commerciales de Montréal en 1990 et en matière de gestion stratégique du Centre international de recherches et d'études en management (CIREM) en 1993. Titulaire d'un diplôme de l'Advanced Executive Program, Northwestern University, Chicago, depuis 1997. Élu députée libérale dans Laporte en 2007. Adjointe parlementaire du ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation et ministre du Tourisme depuis le 25 avril 2007.



LUCILLE MÉTHÉ

Née à Henryville le 15 décembre 1957. Titulaire d'un diplôme d'études collégiales en sciences administratives du cégep de Saint-Jean-sur-Richelieu depuis 1978, d'un baccalauréat en administration des affaires de l'Université du Québec à Montréal depuis 1981 et d'une attestation d'études commerciales en commerce international du séminaire de Sherbrooke depuis 2001. Élu députée de l'Action démocratique dans Saint-Jean en 2007. Whip adjointe de l'opposition officielle depuis le 4 avril 2007.



JOHANNE MORASSE

Née à Duparquet, en Abitibi, le 12 mars 1957. Titulaire d'un baccalauréat en sciences appliquées, génie forestier, de l'Université Laval depuis 1980, d'une maîtrise en foresterie de l'Université de Colombie-Britannique depuis 1982 et d'un doctorat en foresterie et agriculture de l'Université d'Helsinki, Finlande, depuis 1998. Élu députée du Parti québécois dans Rouyn-Noranda-Témiscamingue en 2007.



CATHERINE MORISSETTE

Née à Québec le 3 février 1979. A étudié au programme d'études internationales de l'Université René-Descartes-Paris-V, France, en 2002. Obtint un baccalauréat en droit, profil international, de l'Université Laval en 2003. A étudié à l'École du Barreau du Québec, section Québec, en 2004. Éluée députée de l'Action démocratique dans Charlesbourg en 2007. Présidente de la Commission de l'économie et du travail depuis le 25 mai 2007.



NATHALIE NORMANDEAU

Née à Maria, en Gaspésie, le 8 mai 1968. Obtint un baccalauréat en science politique en 1992 et un certificat en études africaines en 1993 de l'Université Laval. Éluée députée libérale dans Bonaventure en 1998. Réélue en 2003 et en 2007. Ministre déléguée au Développement régional et au Tourisme du 29 avril 2003 au 18 février 2005. Ministre des Affaires municipales et des Régions du 18 février 2005 au 18 avril 2007. Vice-première ministre et ministre des Affaires municipales et des Régions depuis le 18 avril 2007.



JOCELYNE OUELLETTE

Née à Hull le 6 avril 1944. A étudié au collège Lafortune et à l'Université d'Ottawa où elle fut diplômée en administration publique. Éluée députée du Parti québécois dans Hull en 1976. Ministre des Travaux publics et de l'Approvisionnement du 6 juillet 1977 au 30 avril 1981. Défaite en 1981.



LUCIE PAPINEAU

Née à Laval-des-Rapides le 19 novembre 1946. Titulaire d'un diplôme d'études commerciales de l'académie Sainte-Anne, à Rawdon, depuis 1964. Éluée députée du Parti québécois dans Prévost à l'élection partielle du 28 avril 1997. Réélue en 1998 et en 2003. Whip adjointe du gouvernement du 28 janvier 1999 au 8 mars 2001. Secrétaire d'État aux Régions-ressources et adjointe parlementaire du ministre d'État aux Régions du 21 mars 2001 au 30 janvier 2002. Ministre déléguée à l'Industrie et au Commerce du 30 janvier 2002 au 29 avril 2003. Défaite en 2007.



LISE PAYETTE

Née à Verdun le 29 août 1931. A étudié à Montréal. Éluée députée du Parti québécois dans Dorion en 1976. Ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières du 26 novembre 1976 au 21 septembre 1979. Ministre d'État à la Condition féminine du 21 septembre 1979 au 30 avril 1981. Ministre d'État au Développement social du 6 novembre 1980 au 30 avril 1981. Ne s'est pas représentée en 1981.



CHRISTIANE PELCHAT

Née à Saint-Hubert le 28 août 1959. A étudié au collège Jean-de-Brébeuf de 1976 à 1978 et à l'Université d'Ottawa où elle obtint un baccalauréat en sciences sociales en 1981. A suivi des cours en droit et en journalisme à l'Université de Montréal en 1982 et en 1983. Éluée députée libérale dans Vachon en 1985. Réélue en 1989. Adjointe parlementaire de la ministre des Affaires culturelles du 5 février 1986 au 9 août 1989, du ministre de l'Environnement du 29 novembre 1989 au 19 janvier 1994 et du ministre des Affaires internationales du 19 janvier au 24 juillet 1994. Ne s'est pas représentée en 1994.



SARAH PERREAULT

Née à Chicoutimi le 17 septembre 1962. Titulaire d'un baccalauréat en science politique depuis 1985 et d'un diplôme en communication publique depuis 1987 de l'Université Laval. Éluée députée libérale dans Chauveau en 2003. Vice-présidente de la Commission de l'administration publique du 31 mars 2004 au 21 février 2007. Défaite en 2007.



LORRAINE RICHARD

Née à Havre-Saint-Pierre le 30 juillet 1959. Diplômée en soins infirmiers auxiliaires de l'école Manikoutai, de Sept-Îles, en 1978. Éluée députée du Parti québécois dans Duplessis en 2003. Réélue en 2007.



HÉLÈNE ROBERT

Née à Sainte-Scholastique (Mirabel) le 12 octobre 1945. Titulaire d'un brevet A d'enseignement du collège Ignace-Bourget depuis 1965. Éluée députée du Parti québécois dans Deux-Montagnes en 1994. Réélue en 1998 et en 2003. Déléguée régionale des Laurentides du 26 septembre 1994 au 29 janvier 1996. Adjointe parlementaire du ministre responsable de la région des Laurentides et secrétaire régionale pour la région des Laurentides du 29 janvier 1996 au 28 octobre 1998. Vice-présidente de la Commission de l'aménagement du territoire du 4 mars 1999 au 4 mars 2001 et de la Commission de l'administration publique du 27 mars 2001 au 12 mars 2003. Ne s'est pas représentée en 2007.



LOUISE ROBIC

Née à Montréal le 25 janvier 1935. Fit son cours commercial au Alexander Business College. A poursuivi sa formation en relations humaines à l'Université du Québec à Montréal. A suivi des cours d'agent immobilier et de gestion immobilière à la Chambre immobilière du Québec et des cours de techniques de vente professionnelle et de techniques de service à la clientèle chez Xerox Canada. A également étudié en économie et en droit à l'Université McGill. Éluée députée libérale dans Bourassa en 1985. Réélue en 1989. Ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration du 12 décembre 1985 au 3 mars 1989 et ministre déléguée à la Santé et aux Services sociaux du 3 mars 1989 au 11 octobre 1989. Ministre déléguée aux Finances du 11 octobre 1989 au 11 janvier 1994. Démissionne comme députée le 14 avril 1994.



LUCIENNE ROBILLARD

Née à Montréal le 16 juin 1945. Obtint un baccalauréat ès arts du collège Basile-Moreau en 1965 et une maîtrise en service social de l'Université de Montréal en 1967. Titulaire d'un diplôme en sciences administratives obtenu en 1983 et d'une maîtrise en administration des affaires obtenue en 1986 de l'École des hautes études commerciales de Montréal. Éluée députée libérale dans Chambly en 1989. Ministre des Affaires culturelles du 11 octobre 1989 au 5 octobre 1990. Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science du 5 octobre 1990 au 3 novembre 1992, ministre de l'Éducation du 3 novembre 1992 au 2 décembre 1993 et ministre de l'Éducation et de la Science du 2 décembre 1993 au 11 janvier 1994. Ministre de la Santé et des Services sociaux du 11 janvier au 26 septembre 1994. Défaite en 1994. Éluée députée libérale dans Saint-Henri-Westmount à l'élection partielle fédérale du 13 février 1995. Réélue dans Westmount-Ville-Marie en 1997, en 2000 et en 2004. Ministre du Travail du 22 février 1995 au 25 janvier 1996, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration du 25 janvier 1996 au 3 août 1999 et ministre responsable de l'Infrastructure du 3 août 1999 jusqu'en janvier 2002. Présidente du Conseil du Trésor du 3 août 1999 au 12 décembre 2003. Ministre de l'Industrie du 12 décembre 2003 au

20 juillet 2004. Présidente du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre des Affaires intergouvernementales du 20 juillet 2004 au 6 février 2006. Ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences du 17 janvier 2005 au 6 février 2006. Réélue en 2006. Chef adjointe de l'opposition officielle de février à décembre 2006. Leader parlementaire adjointe de l'opposition officielle du 18 janvier 2007 au 22 janvier 2008. Démissionne comme députée le 25 janvier 2008.



NATHALIE ROCHEFORT

Née à Québec en 1970. Obtint un certificat en action communautaire et une mineure en art et science de l'Université de Montréal en 1995. Éluée députée libérale dans Mercier à l'élection partielle du 9 avril 2001. Défaite en 2003 et en 2007.



SYLVIE ROY

Née à La Tuque le 4 novembre 1964. Diplômée en droit de l'Université Laval en 1987. Éluée députée de l'Action démocratique dans Lotbinière en 2003. Réélue en 2007. Leader parlementaire adjointe de l'opposition officielle depuis le 4 avril 2007.



MONIQUE ROYVERVILLE

Née à Verdun. A suivi une formation continue en transferts, déplacements et soins de base des personnes âgées, à Québec, de 1979 à 1983, et une formation en anglais, langue seconde, à Borden, Ontario, de 1983 à 1984. A également suivi une formation continue en prévention du suicide, gestion d'état de crise, gestion de la détresse psychologique, relations humaines et techniques d'écoute à la base militaire de Baden-Baden, en Allemagne, de 1989 à 1992. Éluée députée de l'Action démocratique dans La Prairie en 2007.



ALINE SAINT-AMAND

Née à Kénogami (Jonquière) le 16 juin 1936. A étudié au couvent des religieuses du Bon-Conseil à Kénogami. Éluée députée libérale dans Jonquière à l'élection partielle du 5 décembre 1983. Défaite en 1985 et en 1989.



CÉLINE SIGNORI

Née à Saint-Jean-sur-Richelieu. Fit des études postsecondaires en science de la santé. Éluée députée du Parti québécois dans Blainville en 1994. Réélue en 1998. Démissionne comme députée le 27 juin 2001.



MONIQUE SIMARD

Née à Montréal le 19 février 1950. Fit ses études en science politique et en histoire à l'Université du Québec à Montréal. Candidate du Parti québécois défaite dans Bertrand en 1994. Éluée députée du Parti québécois dans La Prairie à l'élection partielle du 19 février 1996. Démissionna le 1^{er} mai 1998.



CHRISTINE ST-PIERRE

Née à Saint-Roch-des-Aulnaies le 10 juin 1953. Titulaire d'un baccalauréat en sciences sociales de l'Université de Moncton depuis 1976, elle fit aussi des études en démographie, économie et droit. Éluée députée libérale dans l'Acadie en 2007. Ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine depuis le 18 avril 2007.



CAROLE THÉBERGE

Née à Saint-Philémon, dans Bellechasse, le 14 décembre 1953. Titulaire d'un diplôme d'études collégiales du cégep Lévis-Lauzon depuis 1973. Éluée députée libérale dans Lévis en 2003. Ministre déléguée à la Famille du 29 avril 2003 au 18 février 2005 et ministre de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine du 18 février 2005 au 18 avril 2007. Défaite en 2007.



LISE THÉRIAULT

Née à Toronto le 7 janvier 1966. Éluée députée libérale dans Anjou à l'élection partielle du 15 avril 2002. Réélue en 2003 et en 2007. Vice-présidente de la Commission des institutions du 6 juin 2003 au 18 février 2005. Ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles du 18 février 2005 au 18 avril 2007. Présidente de la Commission des institutions depuis le 25 mai 2007.



VIOLETTE TRÉPANIÉ

Née à Montréal le 14 mars 1945. A étudié à l'École normale à Saint-Lambert et à l'Université de Montréal, où elle obtint un baccalauréat en pédagogie en 1966. Éluée députée libérale dans Dorion en 1985. Réélue en 1989. Adjointe parlementaire du ministre des Affaires municipales du 13 décembre 1985 au 3 mars 1989. Ministre déléguée aux Communautés culturelles du 3 mars 1989 au 11 octobre 1989. Ministre déléguée à la Condition féminine et ministre responsable de la Famille du 11 octobre 1989 au 11 janvier 1994. Ministre de la Sécurité du revenu du 11 janvier au 26 septembre 1994. Ne s'est pas représentée en 1994.



CLAIRE VAIVE

Née à Hull le 6 mars 1940. Obtint un diplôme d'études pédagogiques, option commerce–secrétariat en 1969 et un diplôme de premier cycle en enseignement des matières administratives et commerciales en 1986 de l'Université du Québec à Hull. Éluée députée libérale dans Chapleau en 1994. Ne s'est pas représentée en 1998.



STÉPHANIE VALLÉE

Titulaire d'un baccalauréat en droit de l'Université d'Ottawa, section de droit civil depuis 1993 et médiatrice familiale accréditée depuis 2002. Éluée députée libérale dans Gatineau en 2007. Adjointe parlementaire de la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport et ministre de la Famille depuis le 25 avril 2007.



CÉCILE VERMETTE

Née à Montréal le 19 janvier 1945. Diplômée en sciences infirmières de l'hôpital Saint-Luc en 1968 et titulaire d'un baccalauréat en gestion de l'Université de Montréal obtenu en 1985. Éluée députée du Parti québécois dans Marie-Victorin en 1985. Réélue en 1989, en 1994, en 1998 et en 2003. Whip adjointe du gouvernement du 26 septembre 1994 au 19 juin 1996. Vice-présidente de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation du 19 juin 1996 au 28 octobre 1998 et de la Commission de l'administration publique du 4 mars 1999 au 9 novembre 2000. Présidente de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation du 9 novembre 2000 au 7 février 2002. Leader adjointe du gouvernement du 12 mars 2002 au 12 mars 2003. Ne s'est pas représentée en 2007.



DOMINIQUE VIEN

Née à Lévis le 10 février 1967. Titulaire d'un diplôme d'études collégiales du collège de Lévis depuis 1986, d'un baccalauréat en communication publique, droit et histoire de l'Université Laval depuis 1992 et d'une attestation de formation continue en développement de sessions de formation, animation et leadership de l'Université du Québec à Trois-Rivières depuis 2001. Éluée députée libérale dans Bellechasse en 2003. Adjointe parlementaire de la ministre de la Culture et des Communications du 21 mai 2003 au 21 février 2007. Défaite en 2007.

ANNEXE I

Évolution de la représentation des femmes à l'Assemblée nationale du Québec

DATE	SIÈGES	ÉLUES	POURCENTAGE
1961*	95	1	1
1962	95	1	1
1966	108	1	0,9
1970	108	1	0,9
1973	110	1	0,9
1976	110	5	4,5
1981	122	8	6,5
1985	122	18	14,8
1989	125	23	18,3
1994	125	23	18,3
1998	125	29	23,2
2003	125	38	30,4
2007	125	32	25,6

* Élection partielle

Achévé d'imprimer
en avril 2008 à Québec



Place aux citoyens